TABLE DES MATIÈRES

Remerciements VII

Biographie des auteurs IX

Résumé XI

Table des abréviations XIII

Chapitre 1
LES TYPES D'INFRACTIONS 7

Introduction 7

1. Les infractions fiscales de responsabilité stricte 8

1.1 L'omission de répondre à une demande péremptoire 9

1.1.1 La diligence raisonnable 16

1.1.2 L'erreur de fait raisonnable 17

1.1.3 L'erreur de droit provoquée par une personne en autorité 18

Conclusion 39

Annexe 40

Chapitre 2
LA FISCALITÉ PÉNALE ET LES ORGANISMES PUBLICS 51

Introduction 51

1. L'échange de renseignements entre organismes gouvernementaux 51

1.1 L'Agence du revenu du Canada 52

1.2 L'Agence du revenu du Québec 53

2. L'UPAC et l'échanges de renseignements avec l'ARQ . . . 54
3. L'AMF et les contrats publics 56
Conclusion 66

CHAPITRE 3
LES MÉTHODES D'ENQUÊTE 67

Introduction 67
1. Les contribuables visés par des enquêtes fiscales 67
2. Les échanges de renseignements 68
2.1 Les échanges de renseignements internes 68
2.2 Les échanges de renseignements entre agences fiscales 69
2.3 Les échanges de renseignements entre les organismes publics, le CANAFE et les corps policiers 70
2.4 Les échanges provenant de dénonciateurs 73
3. Le cheminement de l'enquête 74
3.1 L'enquête préalable à la perquisition 74
3.2 L'enquête fiscale 75
Conclusion 76

CHAPITRE 4
PERQUISITION 77

Introduction 77
1. Le fondement législatif relatif à la perquisition 79
2. La dénonciation 80
3. L'obtention du mandat de perquisition 82
3.1 Le fardeau des autorités fiscales 84
3.2 L'existence de motifs raisonnables justifiant une perquisition 85
4. L'exécution du mandat de perquisition 87

5. La rétention des documents saisis 90

6. La protection contre les fouilles, les perquisitions et les saisies abusives 92

7. La contestation d'un mandat de perquisition 94

7.1 La révision judiciaire d'un mandat de perquisition 94

7.2 La réparation selon le paragraphe 24(2) de la *Charte* 96

7.2.1 L'abus au sens de l'article 8 de la *Charte* 97

7.2.2 L'exclusion de preuve en application du par. 24(2) de la *Charte* 98

Conclusion 100

Annexe : Tableau sommaire des décisions concernant la contestation des mandats de perquisition en matière fiscale (autres que *Jarvis*) 101

CHAPITRE 5

LE DÉPÔT DES ACCUSATIONS 125

Introduction 125

1. Les conséquences civiles du dépôt des accusations 125

2. Les délais de prescription 126

3. Le type de poursuite 127

3.1 La procédure sommaire 127

3.1.1 La mise en accusation 129

4. La comparution et le plaidoyer 131

Conclusion 132

CHAPITRE 6

LES OBLIGATIONS DE LA COURONNE ET DES AUTORITÉS FISCALES 133

Introduction 133

1. Le rôle du procureur de la Couronne : la recherche de la vérité 134

2. La divulgation de la preuve 137
2.1 Les aspects législatifs 137
2.2 Les aspects jurisprudentiels 139
2.2.1 Les fruits de l'enquête n'appartiennent pas au ministère public 140
2.2.2 L'obligation par la Couronne de divulguer les éléments qu'il envisage d'utiliser au procès et tout élément de preuve qui peut aider l'accusé 141
2.2.3 Le fardeau initial de la défense 142
2.2.4 L'obligation de divulgation de la Couronne n'est pas absolue 143
2.2.4.1 La discrétion sur le contenu de la divulgation 143
3. Les exceptions à la divulgation de preuve 144
3.1 Le contexte de privilège générique 145
3.2 Le contexte de privilèges circonstanciés 149
3.3 La discrétion sur le moment de la divulgation 150
4. Les documents privés en la possession de tiers 150
4.1 La procédure de type *O'Connor* 152
4.2 L'étape 1 – La pertinence vraisemblable 154
4.3 L'étape 2 – Analyse par le tribunal 155
4.4 L'étape 3 – Autre exception à la divulgation 156
4.5 L'étape 4 – Obligation de la Couronne à la suite d'une ordonnance de divulgation de type *O'Connor* 156
5. Le contrôle du pouvoir discrétionnaire de la Couronne en matière de divulgation 157
6. Les requêtes en divulgation de preuve 157
6.1 Les réparations en vertu de la *Charte* en cas de non-divulgation 158
6.2 L'omission de divulguer dans le cadre d'un appel 162

6.3 Des exemples d'application en matière fiscale 163

6.3.1 Des communications internes des autorités fiscales : privilège relatif au secret professionnel du conseiller juridique 163

6.3.2 Les manuels et informations relatives aux méthodes d'enquête des autorités fiscales : le privilège relatif au litige 167

7. La dénonciation d'une source ou d'un informateur : le privilège relatif aux informateurs 173

7.1 L'informateur qui accepte de devenir témoin 173

7.2 La fiabilité et la crédibilité des informateurs entachés par la collusion ou impliqués dans l'enquête 174

7.3 L'accusé détenant une partie ou la totalité de l'information relative à l'indicateur 175

7.4 L'exception de « l'innocence de l'accusé » dans un contexte de requête de type *Jarvis* 175

8. Les informations relatives aux tiers 177

8.1 La procédure pour déterminer si les privilèges revendiqués par les autorités fiscales l'ont été à bon droit 178

8.2 La distinction entre une poursuite intentée en vertu de la L.I.R. et celle intentée en vertu du C.cr. 182

8.3 Les demandes de documents détenus par un autre pays, mais générés à la demande du Canada en vertu d'un accord 184

Conclusion 185

CHAPITRE 7
LES REQUÊTES PRÉLIMINAIRES 187

Introduction 187

1. La requête de type *Jarvis* 187

1.1 L'arrêt *Jarvis* 187

1.2 L'application de l'arrêt *Jarvis* 189

1.3 Les remèdes disponibles 192
1.3.1 L'exclusion de la preuve 192
1.3.2 L'arrêt des procédures 194
2. Les requêtes en arrêt des procédures pour délais déraisonnables 195
2.1 L'arrêt *Jordan* 196
2.2 L'application de l'arrêt *Jordan* 197
2.2.1 Le nouveau cadre d'analyse 197
2.2.2 Les délais imputables à la défense 198
2.2.3 Les affaires où les délais sont sous le plafond établi 199
2.2.4 Les affaires où les délais sont au-delà du plafond 199
2.2.5 Les règles transitoires pour les affaires en cours au moment où l'arrêt *Jordan* a été rendu 201
2.2.6 La réponse politique 203
Conclusion 204
Annexe 1 : Tableau sommaire des décisions concernant l'arrêt *Jarvis* 205
Annexe 2 : Tableau des décisions canadiennes appliquant l'arrêt *Jordan* 267

CHAPITRE 8
LES PROCÉDURES PÉNALES 363
Introduction 363
1. La gestion de l'instance 364
2. La conférence préparatoire 365
3. Le processus de facilitation 365
4. Le déroulement du procès 367
4.1 La preuve de la poursuite 367

4.2 La preuve de la défense 370
4.3 La contre-preuve 370
4.4 Les plaidoiries 370
4.5 Le prononcé du jugement 371
Conclusion 371

Chapitre 9
LA DÉTERMINATION DE LA SENTENCE EN MATIÈRE FISCALE 373

Introduction 373
1. Le cadre législatif et jurisprudentiel de la détermination de la peine 374
1.1 Les amendes 376
1.2 L'emprisonnement 380
1.3 Les frais et la confiscation 382
2. Les amendes minimales et l'article 12 de la *Charte* 383
3. L'interdiction de condamnations multiples 386
4. Autres conséquences découlant d'une déclaration de culpabilité 388
Conclusion 390
Annexe : Tableau des infractions et sentences 391

Chapitre 10
LA RESPONSABILITÉ PÉNALE DES AGENTS DE L'ÉTAT 433

Introduction 433
1. Les obligations des employés de l'État 433
1.1 Devoirs généraux – ARQ 433
1.2 Devoirs généraux – ARC 435
2. La confidentialité des renseignements fiscaux 437
2.1 Au fédéral 437

2.2 Au Québec 440
2.3 La jurisprudence 441
2.3.1 L'abus de confiance 443
2.3.2 La corruption 443
Conclusion 444
Annexe : Tableau sommaire des décisions concernant la responsabilité des agents de l'État 445

CHAPITRE 11
LA RESPONSABILITÉ PÉNALE DES PROFESSIONNELS EN FISCALITÉ 455

Introduction 455
1. Les professionnels sous surveillance 455
2. Les infractions auxquelles un professionnel en fiscalité est exposé 457
3. Fardeau de preuve des autorités 458
4. Les conséquences potentielles 459
Conclusion 461

Table de la législation 463
Table de la jurisprudence 477
Index analytique 507